

La sortie de crise n'est pas pour tout de suite

Posté le : 31 mars 2016 12:24 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Concepts fondamentaux, Crise systémique, Attitudes, Histoire économique récente, Economie et politique

"Une trentaine de représentants de haut niveau de pays membres et non-membres du G20 plangent sur les défis que représente la finance internationale à Paris, ce jeudi", annonce le Figaro.

Il y aura du beau monde. Le ministre des Finances britannique ou encore le gouverneur de la Banque centrale chinoise Xiaochuan Zhou... Au total plus d'une trentaine de représentants de pays membres et non-membres du G20 (qui regroupe les vingt principales économies développées et émergentes), ainsi que les principales organisations internationales comme le Fonds monétaire international (FMI)".

Depuis l'abandon des disciplines mises en place à Bretton Woods en juillet 1944, les réunions d'experts n'ont jamais cessé. Elles sont même ritualisées. Réunion des gouverneurs de banque centrale, réunion de Ministres des Finances, réunion des chefs de gouvernement, réunion des chefs d'Etat, aucun niveau n'est épargné par la réunionite. Depuis 1971, il y en a eu des centaines. Et pendant ce temps-là les trois grands malheurs économiques constitutifs de la crise se sont approfondis :

- Baisse décennale continue du trend mondial
- Gravité aggravée des crises périodiques
- Inversion de la courbe de l'endettement global jusqu'à ce qu'elle atteigne des sommets impossibles à maintenir sans drame.

Le nombre de ces réunions comme leur inefficacité est un des phénomènes les plus intéressants et préoccupants de la mondialisation. Il marque que l'appel rituel à un "nouveau Bretton Woods" n'a aujourd'hui plus de sens. C'est Bretton Woods tous les matins !

Quel est le nœud du problème ?

On a déconstruit en 1971 un système de coopération organique pour finalement bâtir en 1976, à Kingston, en Jamaïque, un non-système, traduisant un rapport de force géopolitique et masqué par une ritournelle de progrès basé sur les trois libertés du commerce, des mouvements de capitaux et des mouvements de personnes. À chaque déboire, on rappelle le mantra et on cherche aller encore plus loin dans la déconstruction de tout l'encadrement qui permettrait à ces trois libertés de s'exercer sans drame. Avec, à chaque fois des résultats contraires aux objectifs affichés.

Le monde diplomatique, en matière économique, vit dans une double soumission. Soumission aux Etats-Unis et à ses dépendances comme la Commission de Bruxelles. Soumission à l'idéologie dérivée qui veut que les libertés ne doivent pas être organisées, sinon au profit du plus fort.

Le système mis en place est structurellement non coopératif et la réunionite ne cherche qu'à masquer ce fait en évoquant sans cesse et la nécessité de la coopération et celle de ne jamais mettre en place une canalisation des désordres provoqués par cette coopération purement verbale sur fond de guerre des monnaies.

En matière de développement économique international, il n'y a pas de main invisible heureuse

guidant les marchés comme l'Esprit Saint et permettant l'optimisation globale des ressources et des investissements.

On n'est pas en face d'individus mais d'États qui désormais ont en main l'essentiel des ressources. Les monnaies ne sont plus des biens tangibles extérieurs aux États mais des abstractions gérées par des administrations.

Les États ont des objectifs. Les superpuissances, des objectifs géostratégiques mondiaux. La destruction des accords de Bretton Woods a permis aux États Unis de gagner la guerre froide contre l'URSS. "Ce n'est pas Philippe qui a gagné la guerre mais l'or de Philippe" dit-on d'une guerre contemporaine de la création des monnaies. La monnaie est historiquement l'enfant bâtard du sabre et du goupillon. Bretton Woods avait été une tentative partielle de sortir de cette logique en disant aux États : vous n'êtes pas seuls au monde et votre monnaie est aussi notre problème. Elle doit être sortie de l'arsenal des conflits entre États.

Les monnaies ont été mises au râtelier et la surveillance du râtelier accordée au FMI.

Ce qui s'est passé en 1971, c'est tout simplement l'ouverture du râtelier et l'autorisation donnée à chacun de faire ce qu'il pouvait faire des armes. Et que le meilleur gagne.

Comme on ne pouvait pas le dire comme cela, on a baigné le retour à la non-coopération structurelle dans un pathos hyperlibéral faisant fi du fait que les libertés s'organisent, surtout lorsqu'elles concernent des mouvements transnationaux. Une des conséquences a été l'affaiblissement structurel du FMI et la montée en puissance des banques centrales dont on sait qu'elles sont en fait impuissantes à arbitrer des conflits géostratégiques. Comme nous le répétons sans cesse, les banques centrales ne savent régler, comme les psychanalystes, que les problèmes qu'elles ont elles-mêmes créés. Elles sont un faux-semblant et on voit bien qu'elles ne peuvent que s'engager dans une politique d'expédients de plus en plus contraires aux principes affichés. L'échec du G.20 est également significatif. Son seul résultat a été de mettre au pas la place financière Suisse et d'imposer Fatca à tous, un objectif de la puissance américaine, avec en prime des sanctions délirantes contre les banques européennes, qui sont désormais hors courses dans les grandes opérations de la finance mondiale. En imposant par la force la loi américaine à tout utilisateur du dollar, le gouvernement des États unis a levé le masque. "Le dollar est notre monnaie et votre problème" disait Connally, un secrétaire d'État américain des années soixante-dix. Nous n'en sommes plus là. Le message subliminal actuel est : "Notre monnaie est notre instrument de puissance internationale et nous voulons vous y soumettre. Notre crainte est le Yuan. Le dollar va nous permettre de mener la guerre contre la Chine. Il nous faut un traité transatlantique pour avoir les mains libres en Extrême Orient. Nous le négocions avec nos féaux à la Commission".

Face à cette brutalité, les réactions ouvertes sont inexistantes en Europe, devenue un mouton bêlant et qui n'a pas réagi à Fatca, qui s'est soumise humblement face aux exactions contre les banques européennes, et qui négocie le dos courbé le traité transatlantique.

L'Allemagne et le Japon sont des nations soumises au diktat américain sans même la moindre discussion.

On a lu dans le Monde un article d'une douceur angélique du gouverneur de la banque centrale de l'Inde pour évoquer l'idée que peut-être un peu plus de coopération serait nécessaire.

Seule la Chine résiste et on a vu à Shanghaï, comme on le verra aujourd'hui, que certains se cachent derrière la Chine pour tout de même faire un peu changer les choses.

La réunion d'aujourd'hui sera comme d'habitude un hymne aux masques idéologiques de la domination américaine sans aucune perspective de coopération structurelle. On grattouillera aux marges en regrettant que rien ne marche comme prévu mais sans oser affronter les États-Unis bille

en tête. Comme ces derniers n'ont pas voulu qu'on les gratouille en profitant de la résistance chinoise, ils n'ont envoyé qu'un sous fifre à la réunion parisienne.

Il ne sera pas facile de faire le bilan de la réunion : il n'y aura pas de communiqué. On saura si le grenouillage de Paris a eu des conséquences lors de la prochaine réunion des chefs d'Etats à Hangzhou, en septembre. les petites manoeuvres ne font pas les grandes décisions.

"Il n'y a pas d'alternative" : **il ne peut pas y avoir de collaboration dans un système structurellement non coopératif**. Il ne peut pas y avoir de projet commun dans un système de soumission globale, d'échappatoires idéologiques hypocrites ou de petites manoeuvres de couloir. Il ne peut pas y avoir de retour à la prospérité sans explication des causes de la crise sévère qui perturbe le monde depuis 2007.

Nous voyons bien que l'analyse des causes est un exercice quasiment interdit. Le FMI, l'OCDE, le G.20 se sont bien gardés de faire l'exercice. Les Etats se sont tus. Les Etats-Unis ont dit : "voyez, nous, nous y arrivons ; c'est vous les nuls, quand vous n'êtes pas des gangsters". Et ils ont maintenant sur le dos Trump et Sanders. Le complexe militaro-financiaro-industriel n'a plus la cote. Les citoyens américains ont bien compris qu'ils étaient un simple enjeu de pouvoir et que la politique menée avait certes des avantages pour certains chez eux, mais que les gros bataillons ne s'y retrouvaient pas.

La France est représentée par l'Énarque Sapin, ami du président énarque Hollande, qui, tous deux, ont intégré au plus profond d'eux-mêmes qu'ils n'avaient aucune prise sur rien, sinon leur carrière, et qu'il fallait filer doux en silence, surtout après avoir mis le pays par terre par impéritie militante. La France est dans un tel état qu'elle ne peut plus avoir de diplomatie économique. Le seul mot de France évoque encore aujourd'hui à l'étranger les impôts à 75 % et les 35 heures. Nous sommes un repoussoir ridicule. La réunion aura lieu au milieu de grèves absurdes, vu l'état actuel du pays, avec cette dimension comique des fédérations socialistes de parents d'élèves (dominées à 100 % par des socialistes fonctionnaires), prétendant accompagner leurs doux adolescents menés par la FIDL (dominée à 100 % par des mouvances socialistes d'adultes fonctionnaires ou espérant le devenir) dans la révolte contre des mesures qui ne concernent pas les fonctionnaires.

Ces grèves ont d'ailleurs un sens très précis : "nous allons perdre les élections de 2017 mais nous vous prévenons : le troisième tour "social" vous empêchera d'agir. Comme d'habitude, en dépit de vos postures de Matamor". L'emploi dans tout cela est un prétexte. Avis aux virils candidats aux primaires "de droite et du centre", ou aux candidates virilisées par "une greffe de c...", comme le dit la fofolle NKM, candidate à tout et à rien, dont le dernier livre est absolument vide de la moindre étincelle de réflexion sur les sujets majeurs que nous évoquons ici, comme tous ceux de ses concurrents à l'exception de celui de Fillon qui a compris que l'emprise américaine allait désormais trop loin mais qui n'a pas encore défini une vraie alternative.

En cette veille du premier avril, le poisson est déjà de sortie. Et sa tête montre de vilains signes de putréfaction.

La mondialisation-soumission, et son échec économique de longue durée, l'Europe soumise et ouverte à tout vent, avec son échec économique de moyenne durée, et la France du n'importe quoi qui n'a plus prise sur rien, et recule constamment sur le front économique depuis l'alignement giscardien à la Jamaïque puis les mesures d'étouffement prises par la coalition socialo communiste de 81, aggravées par Jospin puis Hollande, ne forment pas un joli spectacle.

Nous ne sommes pas près de sortir de "la crise" née en 1971.